

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

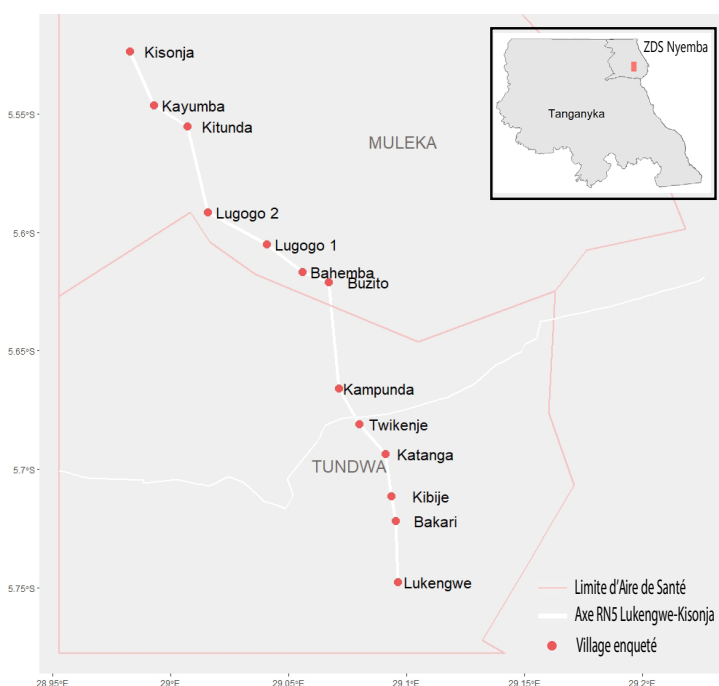
Axe RN5 Lukengwe-Kisonja, Zone de santé de Nyemba, Territoire de Kalemie, Province du Tanganyika, République Démocratique du Congo, mars 2020

Introduction

En 2019-2020, REACH met en œuvre un projet d'harmonisation des outils d'évaluation rapide multisectorielle (ERM) financé par une allocation stratégique du Fond Humanitaire pour la République Démocratique du Congo (FHRDC). Une nouvelle boîte à outils ERM est en cours de développement par REACH en ligne avec les objectifs définis pour l'ERM par la communauté humanitaire en République Démocratique du Congo (RDC) durant une phase de consultation avec de nombreux partenaires humanitaires. L'ERM vise ainsi à identifier rapidement les dimensions humanitaires d'une crise ainsi que les principaux besoins des populations affectées, afin de pouvoir prendre une décision d'intervention.

Dans le cadre du projet, il était prévu de mener des ERM pilotes pour tester les nouveaux outils et y apporter les adaptations nécessaires au vu des leçons apprises dans leur application. Une première ERM pilote a ainsi été conduite conjointement par ACTED et REACH du 28 au 31 janvier dans la province du Tanganyika, spécifiquement dans le territoire de Kalemie, Zone de santé de Nyemba, sur l'axe RN5 au Nord de Kalemie (direction Bendera) entre les villages de Lukengwe (PK23) et Kisonja (PK60) sur recommandation des partenaires humanitaires dans la province du Tanganyika (voir carte 1). Cet axe a été choisi en réponse à la récente ouverture de l'accès à la zone pour les acteurs humanitaires après à une période d'accès restreint et en raison du manque d'information sur les conditions humanitaires dans la zone. L'ouverture de l'accès à la zone fait suite à des affrontements dans le nord du Tanganyika durant le mois de novembre et décembre 2019.

Carte 1: Localités enquêtées, Axe RN5 Lukengwe-Kisonja



Résultats clés

- Les populations de la zone enquêtée ont déclaré être affectées par de multiples épisodes de conflits intercommunautaires et entre groupes armés entre février 2017 et mars 2019. Ces conflits ont entraîné le déplacement des populations le long ou hors de l'axe. D'importants mouvements de retours étaient rapportés en raison d'une amélioration de la situation sécuritaire (65% de ménages retournés, dont 56% retournés dans les 3 mois avant la collecte des données). La continuation de mouvements de retour conséquents était attendue dans la période suivant la collecte des données comme il a été rapporté que près de la moitié des populations initialement déplacées n'étaient pas encore revenues dans leurs localités d'origine sur l'axe.

- Les pillages et destructions de biens, d'abris et de champs et la réduction des échanges commerciaux avec Kalemie rapportés suite aux violences couplés aux mouvements de population ont contribué à une insécurité alimentaire marquée. Parmi les ménages enquêtés, 11% faisaient face à une faim "sévère" telle que mesurée par l'indice domestique de la faim (IDF)¹ (dont 4% avaient un score IDF très inquiétant de 6). Quarante-huit pour cent (48%) avaient un score de consommation alimentaire (SCA)² 'pauvre' et 58% étaient dans une situation 'pauvre' selon l'indice des stratégies de survie simplifié (SSI).³ Les populations affectées rapportaient souvent devoir investir la majorité de leur temps dans le travail journalier ou le petit commerce de charbon afin de pouvoir subvenir à leurs besoins alimentaires vitaux. Le manque de moyens de subsistance (semences, outils) limitait la possibilité d'une reprise des activités agricoles normales et d'importants besoins en articles ménagers essentiels étaient rapportés.

- Il était fréquemment rapporté dans les groupes de discussion communautaire (GDC) que le temps important investi par les ménages dans des activités de survie (agriculture de subsistance, travail journalier et petit commerce pour être en mesure d'acquérir un minimum vital de nourriture) ainsi que le manque rapporté de moyens financiers et matériels compromettaient la possibilité de s'engager dans la construction d'abris et d'installations sanitaires nécessaires au vu de la pression démographique créée par les mouvements de retours importants dans les zones dévastées durant les violences rapportées.

- La population sur l'axe rapportait également un accès limité à de l'eau non-contaminée avec 49% des ménages enquêtés rapportant n'avoir accès qu'à de l'eau de surface, et l'environnement hygiénique et sanitaire rapporté était pauvre, renforçant ainsi le risque de maladies d'origine hydrique. Parmi les ménages enquêtés 93% rapportaient ne pas avoir accès à du savon et 42% ne pas avoir accès à des latrines. La défécation à l'air libre et l'absence de gestion des déchets étaient ainsi fréquemment rapportées dans les GDC sur l'axe. La mention fréquente de symptômes diarrhéiques rapportés dans le cadre de GDC sur l'axe laissait penser que la consommation d'eau contaminée était probable pour une partie importante de la population sur l'axe, bien que seulement 9% des enfants de moins de 5 ans sur l'axe avaient présenté des symptômes diarrhéiques au cours des deux semaines précédant l'enquête, selon les ménages enquêtés.

- L'accès aux soins de santé était également limité, avec seulement deux centres de santé répertoriés dans la zone (à Tundwa et Kisonja) pour lesquels des manques de médicaments et de personnel qualifié étaient rapportés. Le manque de moyens financiers pour accéder à des soins souvent payants et la distance élevée à parcourir pour se rendre à ces centres de santé étaient les principales barrières à l'accès aux soins pour la majorité de la population enquêtée.

Dimensions humanitaires

L'ERM a fait état de 1 276 ménages sur l'axe enquêté, dont un total estimé de 7 528 personnes (sur base d'une moyenne de 5,9 personnes par ménage rapportée par les ménages enquêtés), 153 ménages déplacés (dont 28% déplacés dans les 3 derniers mois), 829 ménages retournés (dont 56% retournés dans les 3 derniers mois) et 294 ménages de la communauté hôte (CH) dits "autochtones" (voir figure 1). Les populations dans la zone enquêtée ont déclaré être affectées par de multiples épisodes de conflit superposés de façon complexe depuis février 2017. 1) Durant les GDC, la majorité des personnes retournées (PR) sur l'axe ont rapporté un conflit intercommunautaire avec des pics de violence en mars 2017 et en novembre 2018 qui auraient été causés par des tensions liées à la transhumance ; 2) les personnes déplacées internes (PDI) à Lukengwe ont rapporté un autre conflit intercommunautaire (temporalité et cause non-rapportées); 3) les PR à Katanga ont rapporté des affrontements entre acteurs armés en novembre 2018 causés par des tensions intercommunautaires; 4) les PDI de Kisonja et Kampunda ont rapporté encore un autre conflit intercommunautaire en mars 2019 qui aurait été lié à des tensions intercommunautaires.

Effets de la crise

Dans une partie importante des GDC, des pertes en vies humaines et des pillages importants lors des violences ont été rapportés, y

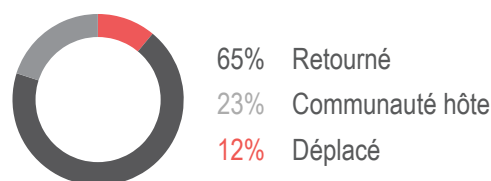
Méthodologie

Cette première ERM pilote a été mise en œuvre au moyen d'un questionnaire d'enquête auprès des ménages et d'un questionnaire d'enquête auprès des groupes de discussion communautaire. Les enquêtes auprès des ménages ont été effectuées dans toutes les 13 localités répertoriées sur l'axe, auprès d'un échantillon total de 99 ménages déterminé sur une population totale initialement estimée de 1 037 ménages⁴ pour un niveau de confiance de 95% et un intervalle de confiance de 10%. Une allocation de l'échantillon proportionnelle à la taille de la population respective dans chacune des 13 localités sur l'axe a été effectuée et les ménages enquêtés ont été choisis à travers un échantillonnage aléatoire simple. L'estimation de la population totale sur l'axe a été mise à jour à 1 276 ménages suite à une estimation révisée sur le terrain (opérée au moyen d'un comptage des ménages par les enquêteurs dans toutes les localités enquêtées)⁵ (voir table 1). Les localités enquêtées sont: Lukengwe, Bakari, Kibije, Katanga, Twikenge, Kampunda, Buzito, Bahemba, Lugogo 1, Lugogo 2, Kitunda, Kayumba, et Kisonja. 17 groupes de discussion ont été menés dans 8 de ces localités: Lukengwe, Bakari, Kibije, Katanga, Kampunda, Buzito, Lugogo 1, et Kisonja. Ces groupes de discussions étaient composés avec une stratification par statut (personnes déplacées internes, personnes retournées, communautés hôtes) dans les cas où ceci était possible, et une stratification entre hommes et femmes dans les cas où peu ou pas des personnes déplacées internes étaient présentes dans la localité enquêtée.

Table 1: Nombre de ménages total et ménages enquêtés par localité

Localité	Total	Enquêtés
Lukengwe	300	14
Bakari	64	6
Kibije	14	2
Katanga	69	8
Twikenge	14	2
Kampunda	73	6
Buzito	181	15
Bahemba	40	3
Lugogo 1	110	9
Lugogo 2	71	6
Kitunda	65	5
Kayumba	73	6
Kisonja	202	17
Total	1 276	99

Figure 1: % des ménages par statut



compris le pillage de champs et de moyens de subsistance. En conjonction avec les mouvements de population rapportés, ceci aurait mené à une aggravation de la précarité alimentaire dans la zone ainsi qu'à une augmentation du recours au travail journalier et au petit commerce (principalement de charbon) pour survivre, selon les participants aux GDC. Des destructions d'abris ainsi que dans certaines localités une augmentation des actes de criminalité (surtout des braquages) étaient aussi des conséquences des violences rapportées par une partie notable des GDC.

Perspectives d'évolution de la crise

Au moment de la collecte des données, la situation sécuritaire était en train de s'améliorer sur quasiment toute la zone mais la peur d'une reprise des violences demeurerait dans une part importante des localités, selon les participants aux GDC.

Mouvements de population

Les multiples épisodes de violences rapportés ont mené à des mouvements de population complexes depuis 2017 et jusqu'au moment de la collecte des données. On constatait sur l'entièreté de l'axe enquêté un enchevêtrement de PDI, de PR et de communautés hôtes (CH). Les PDI participants aux GDC de Lukengwe et Kisonja ont déclaré que certaines de leurs localités de départ (se trouvant en dehors de l'axe) avaient été entièrement (ou presque) vidées de leurs habitants lorsque ceux-ci s'étaient déplacés. La plupart des mouvements de populations a eu lieu au sein du territoire de Kalemie. Une proportion importante des PDI répertoriés sur l'axe

se trouvaient notamment dans un site de regroupement spontané aux abords de Lukengwe, tandis que le reste des PDI se trouvaient principalement à Kampunda et Kisonja. Les PDI de Lukengwe ont déclaré provenir de Kapanda, Miagi, Muganja, Makabugu, Musehi, Tende, Mutambwe, et Kiafu. De leur côté, les PDI à Kampunda ont rapporté être venus de Lambo-Katenga, Kasongo-Mukuli, Kangwala, Lukolo (territoire de Kabambare, province du Maniema), et Kwakitunda, tandis que les PDI à Kisonja ont déclaré provenir de Miramba, Minembwe, Masango, et Magunda. La sécurité était la principale raison déclarée d'avoir choisi le lieu de déplacement selon les PDI participants aux GDC, qui déclaraient ne pas avoir l'intention de se déplacer à nouveau et ne pas vouloir retourner dans leur lieu de départ en raison de la destruction de leurs biens et de leur engagement actuel dans des activités de subsistance dans leur localité de déplacement.

De leur côté, les PR participant aux GDC ont déclaré qu'une proportion importante des personnes ayant initialement quitté les localités enquêtées étaient maintenant retournées dans ces localités, bien qu'une partie importante restait encore déplacée dans d'autres localités au moment de la collecte des données, principalement en raison d'inquiétudes persistantes concernant la sécurité et les conditions de vie dans les lieux de départ. On pouvait donc s'attendre à une augmentation du nombre de PR dans la période suivant la collecte des données. Les PR à Buzito ont rapporté être revenus de Kisonja, Mulenda, Matete, Lusehei, et Mapori, et les PR à Kisonja ont rapporté être revenus de Katale, Kalemie, et Rugezi (territoire de Minembwe, province du Sud-Kivu). Les PR de Lugogo 1 ont rapporté être revenus de Luseny, Kibuti, Tende, Rubumba, et Kalemie. Les relations entre déplacés et communautés hôtes étaient généralement rapportées comme étant bonnes et aucune tension actuelle n'a été mentionnée dans le cadre des GDC sur l'entièreté de l'axe.

Principaux besoins des populations affectées

Les besoins prioritaires déclarés par les ménages enquêtés (voir table 2) et dans le cadre des GDC, notamment la sécurité alimentaire, les abris et les articles ménagers essentiels (AME) reflétaient les besoins importants et persistants résultant des pillages et destructions suite aux violences sur l'axe, tels que rapportés aussi bien par les PDI que par les PR et la CH. Des besoins plus structurels concernant l'accès à la santé et à l'eau, l'hygiène et l'assainissement étaient également rapportés relativement fréquemment comme deuxième ou troisième besoin prioritaire. Par ailleurs, il est notable que si l'argent (cash) était relativement fréquemment déclaré comme un besoin prioritaire, la mention bien plus fréquente de la nourriture comme besoin prioritaire soulignait l'urgence des besoins en sécurité alimentaire dans la zone enquêtée.

Sécurité alimentaire

Le 17ème cycle d'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë dans le Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC) pour la RDC classifiait le territoire de Kalemie en Phase 3 ("de crise") pour la période de juillet à décembre 2019 (un des seuls

Table 2: Besoins par niveau de priorité rapportés par les ménages enquêtés

	1	2	3
Nutrition	7%	2%	5%
Sécurité alimentaire	41%	32%	13%
Abris	13%	17%	15%
Articles ménagers essentiels	6%	10%	16%
Eau, hygiène & assainissement	3%	5%	7%
Santé	7%	10%	13%
Protection	3%	2%	0%
Éducation	1%	1%	0%
Cash	18%	18%	26%

Figure 2: % des ménages par indice domestique de la faim

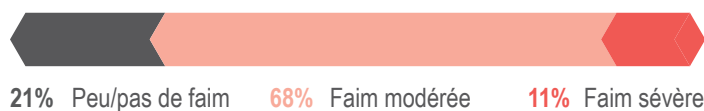


Figure 3: % des ménages par score de consommation alimentaire

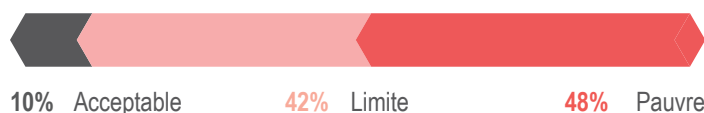
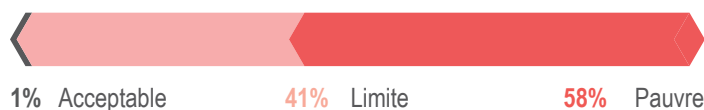


Figure 4: % de ménages par indice des stratégies de survie simplifié

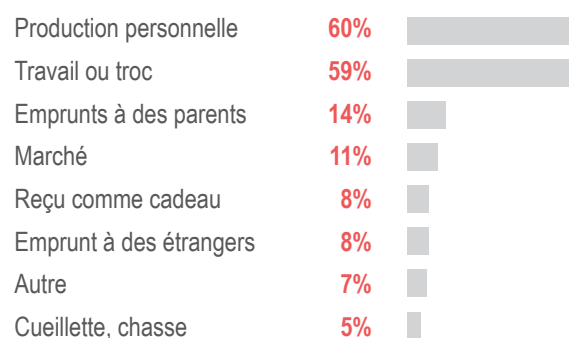


deux territoires sur six dans la province du Tanganyika n'étant pas classifié en Phase 4 "d'urgence"). Dans la zone enquêtée, où 94% des ménages rapportaient pratiquer l'agriculture de subsistance, les GDC et les enquêtes ménage ont permis d'établir que les pillages de biens et la dévastation des champs ainsi que les déplacements et mouvements de retours récents auraient perturbé la production agricole de façon importante. En concordance avec une réduction des échanges commerciaux durant les violences ceci aurait mené à une réduction de la disponibilité de nourriture dans la zone enquêtée, contribuant ainsi à une insécurité alimentaire critique soulignée par les indicateurs de la situation de la sécurité alimentaire mesurés auprès des ménages dans la zone. Parmi les ménages enquêtés 11% faisaient face à une faim 'sévère' telle que mesurée par l'indice domestique de la faim (IDF) dont 4% avaient un score IDF très inquiétant de 6. Notamment, 71% des ménages enquêtés rapportaient n'avoir eu aucun aliment disponible à la maison au moins une fois au cours des 30 jours précédant l'enquête, dont 8% plus de dix fois. Quarante-huit pour cent (48%) des ménages enquêtés avaient un score de consommation alimentaire (SCA) 'pauvre'. Les ménages rapportaient avoir consommé au cours des 7 jours précédant la collecte des données principalement des céréales ou tubercules ainsi que des légumes verts (consommés

5 jours en moyenne) ainsi que de l'huile (consommée 2 jours en moyenne), tandis qu'ils rapportaient moins d'un jour en moyenne de consommation de légumineuses ou oléagineuses, de fruits et légumes, de protéines animales, de sucres et de produits laitiers. Ils rapportaient par ailleurs qu'au cours des 7 jours précédant la collecte des données, les enfants et adultes avaient consommé en moyenne 1 repas par jour et avaient consommé principalement ou uniquement des aliments sauvages en moyenne 3 jours. Cinquante-huit pour cent (58%) des ménages enquêtés étaient dans une situation considérée comme 'pauvre' selon l'indice des stratégies de survie simplifié (SSI) (voir figures 2, 3 et 4). Les stratégies de survie rapportées par les ménages renforçaient les signes de l'insécurité alimentaire sévère dans la zone. Celles-ci comprenaient notamment la consommation d'aliments moins coûteux (5 jours par semaine en moyenne), la réduction de la taille des portions (4 jours par semaine en moyenne) et du nombre de repas (3 jours par semaine en moyenne), l'emprunt d'aliments et la réduction de la consommation de nourriture au profit des enfants également (2 jours par semaine en moyenne), la récolte de cultures immatures et la consommation de stocks (1 jour par semaine en moyenne).

Les importantes proportions de ménages dont les scores liés à la sécurité alimentaires apparaissent comme étant pauvres s'expliquaient par la perturbation de la production agricole et la réduction des échanges commerciaux avec Kalemie. Alors que 60% des ménages enquêtés déclaraient la production personnelle comme principale source d'acquisition de nourriture au cours des deux semaines précédant l'enquête, la production agricole

Figure 6: principales sources rapportées d'acquisition de nourriture au cours des 2 semaines précédant l'enquête⁸



avait largement été affectée par les violences, surtout en raison des pillages rapportés de champs et d'avoirs productifs selon les participants aux GDC. Les principales contraintes à la production agricole rapportées par les ménages au moment de l'enquête étaient le manque de semences (75%), d'outils (56%) et de main d'œuvre (46%). Il était aussi rapporté dans plusieurs GDC que les champs cultivés étaient de petite taille et que les cultures n'étaient pas encore arrivées à maturité ce qui rendait difficile la subsistance sur seule base de l'agriculture. Une assistance limitée en semences et outils aratoires depuis la crise était rapportée dans des GDC à Katanga et Kisonja, mais elle était considérée comme insuffisante pour répondre aux besoins existants. Dans certains GDC, les participants ont déclaré que des problèmes sécuritaires

limitaient encore l'accès aux champs. Les importantes contraintes à la production agricole rapportées se traduisaient en des stocks de nourriture souvent inexistants (93% des ménages enquêtés rapportaient n'avoir aucun stock).

Le recours au petit commerce (souvent la production et vente de charbon) ainsi que le travail journalier étaient ainsi des moyens fréquemment rapportés d'acquiescer une quantité vitale de nourriture (67% des ménages enquêtés). Cependant, l'absence d'accès à un marché fonctionnel sur la quasi-totalité de l'axe (87% des ménages enquêtés) rendait difficile l'acquisition de nourriture même avec l'argent obtenu à travers le petit commerce ou le travail journalier et pourrait limiter l'efficacité d'une intervention monétaire malgré le besoin prioritaire en cash exprimé par 18% des ménages enquêtés. L'équipe d'évaluation a pu observer un petit marché à Kisonja, mais les achats de nourriture s'opéraient généralement auprès de voisins ou auprès de quelques rares marchands en provenance de Kalemie. Ceux-ci avaient récemment recommencé à parcourir l'axe à moto avec une quantité limitée de produits, selon les participants aux GDC, qui s'attendaient par ailleurs à ce que ces échanges commerciaux se rétablissent progressivement avec l'amélioration de la sécurité dans la zone. Parmi les ménages enquêtés qui déclaraient avoir accès à un marché, 70% rapportaient cependant que la quantité de biens disponibles était réduite par rapport à la période pré-crise et 91% rapportaient que les prix avaient augmenté.⁶

Abris

Les destructions importantes rapportées suite aux violences ont mené à des besoins marqués en matière d'abris. Les ménages enquêtés ont fréquemment rapporté être logés dans des abris de fortune (58%) et le surpeuplement des abris existants était un problème dans la majorité des localités, généralement en raison du manque d'abris mais aussi dans certains cas du fait de l'hébergement des PDI ou PR par des familles d'accueil, selon les participants aux GDC dans la zone enquêtée. Le nombre moyen de personnes par abri rapporté lors des enquêtes ménage était de 5,5 tandis que la surface moyenne des abris des ménages enquêtés était de 12,7 m². Parmi les ménages enquêtés, 4% rapportaient ne pas avoir d'abri mais il convient de noter que ces ménages étaient retournés depuis plus de 12 mois (2 ménages à Lukengwe et 1 à Lugogo 2) ou faisaient partie de la communauté hôte.

Les GDC ont permis d'identifier de multiples barrières qui empêchaient les populations affectées dans la zone de construire des abris. Dans plusieurs localités, il a été rapporté dans les GDC que la nécessité de travailler et de dépenser l'entièreté des revenus gagnés pour se nourrir rendait impossible l'investissement du temps et des ressources nécessaires pour construire un abri. Le manque de moyens financiers et matériels plus largement était également une barrière rapportée à la construction de nouveaux abris. Dans certains GDC, il était rapporté que l'incertitude par rapport à l'évolution de la situation sécuritaire limitait la motivation à construire des abris. Dans d'autres GDC, il était déclaré que la prévalence de femmes veuves dans certaines localités signifiait un manque d'hommes en condition pour construire les abris nécessaires.

Figure 6: nombre moyen d'AME rapportés par ménage

Capacité (L) bidons rigides	21	Casseroles > 5L	1.4
Bassines	0.6	Outils aratoires	1.3
Supports de couchage	0.4	Couvertures / draps	0.5
Habits complets femme	1.9	Habits complets enfant	1.8

Articles ménagers essentiels (AME)

Des besoins sévères en AME étaient rapportés de façon omniprésente dans les GDC sur l'axe, en raison d'importants pillages et destructions de biens durant les violences (voir figure 6 pour un état des AME dans les ménages). Selon les participants aux GDC, le manque de moyens financiers empêchait les personnes affectées d'acquérir les AME dont ils avaient besoin, et le partage d'AME par la communauté hôte était très fréquent sur l'axe.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

L'accès à l'eau en quantité et qualité suffisantes était problématique sur l'axe: 21% des ménages déclaraient n'avoir pas eu assez d'eau pour boire au cours des 7 jours précédant la collecte des données. Il est cependant probable que ceci reflète dans la majorité des cas le manque d'eau considérée comme potable plutôt qu'un manque absolu d'eau comme une majorité des ménages ayant déclaré un tel manque rapportaient n'avoir accès qu'à de l'eau de surface et que l'équipe d'évaluation a pu dans certains cas observer qu'une rivière était accessible par ces ménages. Plus généralement, 49% des ménages enquêtés déclaraient n'avoir accès qu'à de l'eau de surface (généralement de rivière), et 18% une source non-améliorée seulement (voir figure 7) ces dernières étant souvent des puits traditionnels selon les participants aux GDC. Le manque de récipients pour stocker l'eau était le problème le plus cité par les ménages enquêtés (68%) concernant l'accès à l'eau, concordant avec les besoins importants rapportés en AME. Le faible débit était aussi fréquemment rapporté comme un problème causant des files d'attente (50% des ménages enquêtés) et dans certains cas des tensions liées à l'accès à l'eau dans la communauté selon les GDC dans la zone enquêtée. De plus, les populations sur l'axe considéraient fréquemment l'eau comme non-potable (29% des ménages enquêtés), même dans les cas où une source d'eau autre que de l'eau de surface était disponible selon les GDC à Bakari, Kibije, Buzito, Lugogo 1 et Kisonja.

La sévérité constatée des besoins en hygiène et en assainissement sur une grande majorité de l'axe rendait par ailleurs probable une augmentation du risque de maladie dans la zone. Les ménages enquêtés citaient fréquemment le manque de systèmes de lavage des mains (98%) et un manque d'accès au savon (93%). Le lavage des mains avec de la cendre était rapporté dans une minorité de

GDC. L'accès aux latrines était un problème omniprésent avec 42% des ménages enquêtés rapportant n'avoir aucune installation sanitaire et 42% rapportant n'avoir que des installations sanitaires non-améliorées. Ceci résultait souvent du manque de moyens financiers et matériels pour construire de nouvelles installations sanitaires mais aussi du manque de temps, en raison du temps important investi dans les activités de subsistance prioritaires, selon les participants aux GDC. En conséquence, un partage de latrines existantes par plus de 4 ménages était rapporté par 71% des ménages enquêtés, causant parfois des files d'attente pour accéder à des latrines souvent sales ou en mauvais état, selon les participants aux GDC. Conjointement avec le recours à de l'eau de sources non-améliorées ou d'eau de surface par une majorité des ménages enquêtés, il était probable que ces conditions hygiéniques et sanitaires pauvres posent un risque accru de maladies d'origine hydrique.

Les raisons des besoins rapportés importants en EHA semblaient ainsi être généralement structurelles plutôt que directement liées aux violences comme aucune destruction de points d'eau ou de latrines n'a été mentionnée durant les GDC sur l'axe. Un effet indirect restait cependant probable au vu de la pression sur les ressources résultant apparemment des violences. De façon analogue aux problèmes rapportés liés à la construction de latrines, on pouvait par exemple s'attendre à ce que le manque de temps rapporté pour construire des abris s'applique également aux autres infrastructures telles que les points d'eau. Il est également probable que la diminution rapportée des échanges commerciaux ainsi que les moyens financiers déclarés très limités fassent partie des raisons du manque d'accès au savon dans la zone enquêtée.

Santé

Outre l'omniprésence rapportée de la malaria, la diarrhée était un symptôme rapporté fréquemment dans les GDC sur l'axe, un signe possible des effets d'une consommation d'eau potentiellement contaminée au vu de l'environnement EHA problématique rapporté. Les enquêtes ménages faisaient par ailleurs état de 40% d'enfants de moins de 5 ans sur l'axe ayant souffert de fièvre au cours des deux semaines précédant l'enquête, 15% de toux et 9% de diarrhée. La toux et les irritations corporelles étaient également des symptômes fréquemment rapportés dans le cadre des GDC sur l'axe. La consommation restreinte de nourriture et l'accès difficile aux soins de santé étaient des facteurs aggravants probables des problèmes de santé rapportés sur l'axe.

L'accès aux soins de santé était limité sur l'axe, avec 46% des ménages rapportant ne pas avoir accès à une structure de santé. Les ménages enquêtés ont rapporté que l'accès était entravé principalement par le manque de moyens financiers (60% des ménages enquêtés) pour obtenir des soins souvent payants, ainsi que le manque de médicaments (22%). La distance rapportée aux structures de santé existantes sur l'axe était également un problème majeur, avec 47% des ménages enquêtés déclarant mettre entre 2h et 1/2 journée pour se rendre à la structure la plus proche. L'équipe d'évaluation a répertorié un centre de santé à Tundwa (2km avant

Figure 7: % de ménages par type rapporté de source d'eau



Lukengwe sur l'axe enquêté) où les GDC ont rapporté que les soins étaient gratuits pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes, et un deuxième centre de santé à Kisonja où il était rapporté que les soins étaient payants pour tout le monde. Ainsi, seules quatre localités sur les treize enquêtées se trouvaient à moins de 5km d'une structure de santé. Dans les localités ayant un accès à ces structures de santé, les GDC rapportaient aussi le manque de médicaments et de personnel qualifié.

Éducation

L'accès à l'éducation était limité sur l'axe, avec 45% des enfants en âge scolaire n'étant pas allés à l'école au moins 3 jours au cours des 7 derniers jours selon les ménages enquêtés dont 27% de filles (20% de 6 à 11 ans) et 17% de garçons (12% de 6 à 11 ans).⁷ Ceci résultait en partie du fait que 34% des ménages enquêtés rapportaient ne pas avoir accès à une école fonctionnelle. Parmi ces ménages⁶ la distance à l'école fonctionnelle la plus proche était la raison principale rapportée du manque d'accès (42% des ménages) suivi par l'absence d'enseignants (21%). L'insécurité était aussi une raison rapportée (14%) résultant principalement du problème de la distance, avec des incidents routiers mentionnés à plusieurs reprises dans le cadre des GDC. Parmi les ménages rapportant avoir accès à une école fonctionnelle, 37% des ménages rapportaient notamment mettre plus de 45 minutes à pied pour s'y rendre. Par ailleurs, la scolarisation restait payante dans la majorité des localités, représentant aussi une barrière importante à l'éducation sur l'axe au vu de la mention fréquente dans les GDC du manque de moyens financiers comme raison dans les cas où les enfants ne se rendaient pas à l'école.

Les ménages enquêtés rapportaient que 25% de leurs enfants en âge scolaire étaient "déscolarisés" (c'est-à-dire qu'ils allaient à l'école mais n'y vont plus). Mais cette déscolarisation n'avait duré en moyenne que depuis 1,7 semaine selon les ménages enquêtés, signalant une possible mécompréhension par les ménages des questions liées à l'accès à l'éducation. Il est ainsi nécessaire de traiter ces données avec une distance critique et de les considérer comme indicatives seulement. La raison principale de cette déscolarisation citée par les ménages était le manque de moyens financiers (15% des ménages enquêtés).

Dans les localités où l'existence d'une école était rapportée, un manque de fourniture était rapporté dans le cadre de plusieurs GDC dans la zone enquêtée. L'équipe d'évaluation a pu observer l'existence d'écoles primaires fonctionnelles à Lukengwe, Lugogo 2 et Kisonja. Seule celle de Lukengwe, construite en briques cuites couvertes de tôle, était considérée comme étant en bon état. À Lugogo 2 deux salles de classe sur 6 étaient détruites et à Kisonja de même, avec les écoles majoritairement construites en briques adobe couvertes de tôle. L'existence d'une école secondaire fonctionnelle à Kisonja était par ailleurs rapportée dans le cadre des GDC. Il est cependant notable que malgré les besoins identifiés, l'éducation était le besoin prioritaire le moins cité par les ménages enquêtés (1%, 1% et 0% des ménages enquêtés respectivement pour le premier, deuxième et troisième besoin prioritaire).

Protection

Seuls 10% des ménages enquêtés rapportaient avoir été affectés par un incident de sûreté ou de sécurité au cours des derniers mois. Cette proportion relativement faible pourrait s'expliquer par l'amélioration rapportée des conditions sécuritaires sur l'axe ainsi qu'une réticence possible à parler d'événements sensibles suite aux conflits intercommunautaires rapportés. Parmi ceux-ci, les violences intercommunautaires étaient le type d'incident le plus fréquemment rapporté (6%). Le pillage de bétail, bien que rapporté par seulement 2% des ménages ayant été affecté par un incident de sécurité, pouvait cependant être inquiétant au vu du rôle du bétail dans l'éclatement du conflit intercommunautaire ayant affecté la majorité de l'axe entre mars 2017 et novembre 2018. Cependant, les GDC rapportaient que la situation sécuritaire s'améliorait généralement de façon claire sur l'axe même si des inquiétudes persistaient encore dans certaines localités et que les GDC rapportaient une certaine prévalence de braquages de véhicules sur l'axe (concordant avec les informations sécuritaires obtenues par l'équipe d'évaluation auprès des partenaires humanitaires). Seulement 5% des ménages enquêtés rapportaient des tensions entre les PDI et les communautés hôtes. Des tensions sociales liées à la terre étaient cependant rapportées par 22% des ménages enquêtés, laissant penser que les importants mouvements de retour créent possiblement des mécontentements sur la propriété et l'exploitation de la terre. De façon notable, 2% des ménages enquêtés rapportaient avoir été affecté par un incident lié aux restes explosifs de guerre (REG). Parmi les ménages enquêtés, 41% déclaraient également être dirigés par une femme, signalant une certaine vulnérabilité pour ces ménages. Cette proportion pourrait s'expliquer par les pertes en vies humaines rapportées comme conséquence des multiples épisodes de conflits sur l'axe malgré une absence de déséquilibre démographique notable entre hommes et femmes dans la zone enquêtée.

Conclusion

L'axe RN5 Lukengwe-Kisonja a connu de multiples épisodes de violences intercommunautaires et entre acteurs armés depuis février 2017 au moins, entraînant des besoins humanitaires urgents pour les populations dans la zone. Les importants pillages et destructions de biens, d'abris et de moyens de subsistance rapportés couplés aux mouvements des populations affectées ainsi que la forte réduction des échanges commerciaux avec Kalemie résultant de l'insécurité ont créé les conditions d'une précarité alimentaire marquée. Une partie importante des populations déplacées ou retournées sur l'axe se voyait ainsi contrainte d'avoir recours à des stratégies d'adaptation de court terme telles que le travail journalier ou à la production et la vente de charbon pour être en mesure de se procurer une quantité vitale de nourriture. Le manque de moyens de subsistance (semences, outils) limitait par ailleurs les possibilités de relancer une production agricole suffisante pour subvenir convenablement aux besoins alimentaires des populations de la zone.

Le temps important investi dans ces activités de survie et le manque de ressources limitaient par ailleurs la possibilité de construire

et améliorer des abris, alors que d'importants mouvements de retours ainsi que l'arrivée d'un nombre de ménages déplacés dans cette zone touchée par des destructions d'abris créaient une augmentation problématique de la promiscuité dans les abris existants et une carence marquée en AME. Plus largement, des besoins importants en EHA et en santé étaient également constatés sur l'axe. Un accès limité à de l'eau potable dans un environnement hygiénique et sanitaire pauvre était rapporté, et l'accès aux soins de santé était limité par une distance souvent importante pour se rendre aux structures de santé existantes en plus du manque de moyens financiers pour couvrir des soins souvent payants.

Au vu de l'amélioration de la situation sécuritaire rapportée dans une majorité des GDC sur l'axe, on pourrait s'attendre à une continuation des retours dans la zone de personnes auparavant déplacées et donc une augmentation de la pression sur les ressources et infrastructures limitées. Une intensification progressive des échanges commerciaux avec Kalemie est également probable, pouvant potentiellement mitiger la sévérité des besoins alimentaires les plus urgents en fournissant un accès élargi à l'achat de denrées alimentaires. Les faibles moyens financiers rapportés pour une grande partie de la population sur l'axe limiteraient cependant cette option d'acquisition de nourriture, et les importantes limites actuelles à une production agricole normalisée sur l'axe laisse entrevoir une continuation d'une insécurité alimentaire importante sur l'axe dans les mois à venir.

Notes de fin

1 L'indice domestique de la faim (IDF) mesure la faim perçue en demandant la fréquence à laquelle un ménage a vécu trois expériences communément associées à la faim au cours des 30 derniers jours (absence de nourriture dans la maison, dormir affamé, passé une journée et une nuit entières sans manger). L'IDF est souvent utilisé comme indicateur indirect de la quantité de nourriture consommée. Les seuils et catégories utilisés pour l'analyse sont ceux utilisés pour l'IPC en RDC: 0-1 "peu ou pas de faim dans le ménage"; 2-3 "faim modérée dans le ménage"; 4-6 "faim importante dans le ménage".

2 Le score de consommation alimentaire (SCA) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <21 pour une consommation «pauvre», 21 - <= 35 pour une consommation «limite» et 35+ pour une consommation «acceptable».

3 L'indice des stratégies de survie simplifié (ISS) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».

4 L'estimation initiale a été effectuée sur base de chiffres obtenus auprès du bureau de coordination de la zone de santé de Nyemba à Kalemie.

5 Dans chaque localité, l'équipe d'évaluation a procédé à un dénombrement rapide (mais aussi exhaustif que possible) des ménages pour mettre à jour les estimations de population initiales. En général, chaque porte d'abris était considérée comme un ménage, sauf dans les cas où aucun signe d'occupation récente ne pouvait être constaté. Lorsque des habitants étaient présents dans ou devant un abris, il leur était demandé combien de ménages y logeaient afin de préciser l'estimation. Les estimations mises à jour peuvent ainsi être considérées comme relativement fiables, bien qu'elles restent sujettes aux mouvements de population après la collecte des données.

6 Ces résultats sont indicatifs seulement et non-représentatifs au niveau de la zone enquêtée comme il s'agit de réponses à des sous-questions auxquelles seules une partie limitée et non-représentative de l'échantillon total à répondu.

7 Les résultats pour la proportion des enfants en âge scolaire n'étant pas allés à l'école au moins 3 jours au cours des 7 derniers jours, initialement présentés dans la [fiche descriptive ERM disséminée le 18 février 2020](#), ont été mis à jour après qu'une erreur de calcul ait été remarquée. Cette proportion est ainsi de 45% et non de 15%.

8 Dans les cas où les réponses aux questions étaient à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.

À propos de REACH

REACH Initiative élabore des outils et produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci.

Pour plus d'information, veuillez contacter notre Coordinatrice Pays: nadia.lehmann@reach-initiative.org ou notre siège global: geneva@reach-initiative.org.

Visitez www.reach-initiative.org et suivez nous @REACH_info.